



Juristat

Service Bulletin

Canadian Centre
for Justice Statistics

14 101

LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE

Bulletin de service

Centre canadien
de la statistique juridique

Price: Canada: \$3.60 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$4.30 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$5.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 3,60 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 4,30 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 5 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.11 No.10

The Changing Workload in Youth Courts

Dianne Hendrick*

Highlights

- The number of cases heard in youth courts across Canada rose rapidly during the first three years under the *Young Offenders Act* (YOA) but has stabilized in recent years. The rapid increase occurred largely because 16 and 17 year olds were directed to youth court rather than adult court.
- As a result of changes brought about by the YOA, the general population of youths eligible to appear in youth court rose by 14% from 1.26 million to 1.43 million between 1984-85 and 1986-87.
- Cases involving 16 and 17 year olds were heard at a rate of 60 per 1,000 youths compared with a rate of 24 per 1,000 youths for 12 to 15 year olds in 1986-87. Case rates rose to 66 per 1,000 and 27 per 1,000 respectively in 1989-90.

* Senior Analyst, Youth Justice Program

June 1991

ISSN 0715-271X

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission of the Minister of Supply and Services Canada.

Vol.11, № 10

La variation du volume de travail dans les tribunaux de la jeunesse

Dianne Hendrick*

Faits saillants

- Durant les trois premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC), le nombre de causes entendues dans les tribunaux de la jeunesse de l'ensemble du Canada a augmenté rapidement, mais s'est stabilisé au cours des dernières années. Cette augmentation est principalement attribuable à l'éligibilité des jeunes de 16 et 17 ans de comparaître devant le tribunal de la jeunesse.
- Par suite des changements découlant de la LJC, la population générale d'adolescents pouvant comparaître devant un tribunal de la jeunesse s'est accrue de 14 %, passant de 1.26 million à 1.43 million de 1984-1985 à 1986-1987.
- En 1986-1987, les causes impliquant des jeunes de 16 à 17 ans ont été entendues à un taux de 60 par 1 000 adolescents, comparativement à un taux de 24 par 1 000 adolescents pour les 12 à 15 ans. En comparaison avec 1989-1990, les taux ont augmenté pour se situer respectivement à 66 par 1 000 adolescents et à 27 par 1 000 adolescents.

* Analyste principale, Programme de la justice pour les jeunes

Juin 1991

ISSN 0715-271X

Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmager dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du ministre des Approvisionnements et Services Canada.

NOT FOR LOAN

NE S'EMPRUNTE PAS

Statistics
CanadaStatistique
Canada

Canada

Introduction

This report describes the changes that have occurred in the workloads of youth courts across Canada since the proclamation of the *Young Offenders Act* (YOA) in 1984. It will examine the significant increases in workload during the early years under the YOA in comparison to more recent years.

The data presented are taken from the Youth Court Survey of the Canadian Centre for Justice Statistics. There have been other *Juristat* publications using youth court data that have focused on issues such as sentencing, recidivism and court processing time. However, the data from the first two years of the YOA, 1984-85 and 1985-86, were typically excluded from the historical analysis since these years were transitional. However, this *Juristat* highlights the youth court caseload from the early years to gain insight into the rapid growth in workload that the YOA produced for most youth courts.

Legislative Provisions of the YOA

In 1984, the treatment of young persons in conflict with the law changed with the proclamation of the YOA. In consultation with the provincial and territorial governments, the federal government developed a new philosophy to guide the relationship between the youth accused of committing a criminal offence and the criminal justice process. The Act specifies the legal rights and responsibilities of the young person and the roles and duties of the youth justice administrators.

In April 1984, the YOA established 12 years as the earliest age that charges could be laid against a youth. However, the maximum age continued to vary – 17 in Quebec and Manitoba, 16 in British Columbia and Newfoundland, and 15 in all other provinces and territories. In April 1985, a uniform maximum age of 17 for charges (up to the 18th birthday) was established in all provinces and territories. As a result of this increase of the maximum age for most jurisdictions, youths that would have appeared in adult court prior to 1985 were now directed to youth court.

Youth Court Data

Data are drawn from the Youth Court Survey (YCS) conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics. Figures for Ontario and the Northwest Territories are not available in the YCS database. However, for this report, Ontario data have been provided by the Ministry of the Attorney General; they are discussed separately and not included in the overall patterns describing the YCS case counts¹.

¹ The Ontario figures are not directly comparable to data from the Youth Court Survey (YCS). The YCS defines a case as one or more charges, against a youth, presented in court on the same date. During the year, a youth may appear before the court in more than one case.

Introduction

Dans le présent rapport, on décrit la variation du volume de travail dans les tribunaux de la jeunesse du Canada depuis l'adoption de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) en 1984. On examine les augmentations importantes du volume de travail durant les premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur de la LJC par rapport aux années plus récentes.

Les données présentées ici sont tirées de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, menée par le Centre canadien de la statistique juridique. Les données sur les tribunaux de la jeunesse ont servi à produire d'autres bulletins *Juristat* qui portent notamment sur la détermination des peines, la récidive et les délais judiciaires. Cependant, de façon générale, les deux premières années de la LJC, soit 1984-1985 et 1985-1986, ont été exclues de l'analyse historique puisqu'elles étaient des années de transition. Cependant, on présente ici le nombre de causes entendues dans les tribunaux de la jeunesse à partir des premières années afin de mieux comprendre l'accroissement rapide du volume de travail dans la plupart de ces tribunaux par suite de l'entrée en vigueur de la LJC.

Dispositions de la LJC

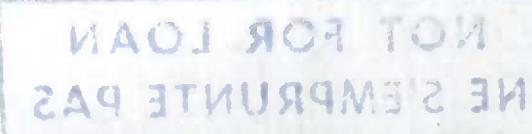
En 1984, l'entrée en vigueur de la LJC a modifié le traitement des adolescents ayant contrevenu à la loi. L'administration fédérale, en consultation avec les administrations provinciales et territoriales, a élaboré une nouvelle philosophie pour guider les rapports entre l'adolescent inculpé d'un acte criminel et le processus judiciaire en matière criminelle. La LJC précise les droits et les responsabilités de l'adolescent ainsi que les rôles et les fonctions des administrateurs de la justice pour les jeunes.

En avril 1984, la LJC fixait à 12 ans l'âge minimal auquel des accusations pouvaient être portées contre un adolescent. Toutefois, l'âge maximal demeurait variable: 17 ans au Québec et au Manitoba, 16 ans en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve et 15 ans dans l'ensemble des autres provinces et territoires. En avril 1985, l'âge maximal uniforme à cet égard est passé à 17 ans (jusqu'au 18^e anniversaire) dans l'ensemble des provinces et territoires. Pour cette raison, dans la plupart des secteurs de compétence, les adolescents qui auraient comparu devant un tribunal pour adultes avant 1985 sont dorénavant traduits devant un tribunal de la jeunesse.

Données sur les tribunaux de la jeunesse

Les données sont tirées de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) effectuée par le Centre canadien de la statistique juridique. Les chiffres de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest ne figurent pas dans la base de données de l'ETJ. Toutefois, aux fins du présent rapport, les données de l'Ontario ont été fournies par le ministère du Procureur général de cette province; elles sont examinées séparément et ne sont pas prises en compte dans les tendances générales relatives aux comptes¹ des causes selon l'ETJ.

¹ Les chiffres de l'Ontario ne sont pas directement comparables aux données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ). Selon l'ETJ, une cause comprend une ou plusieurs accusations portées contre un adolescent et présentées à un tribunal le même jour. Au cours d'une année, un adolescent peut comparaître devant un tribunal dans plus d'une cause.



The YCS case counts must be interpreted as indicative rather than absolute measures of workload. Although these data are subject to error because survey coverage may vary over time, they do exhibit consistent patterns.

Workload Overview – 1984-85 to 1986-87

The number of youth court cases rose rapidly during the first years under the YOA, but have since stabilized (Table 1). Largely due to the implementation of the uniform maximum age provision, the number of cases rose from 29,242 in 1984-85 to 52,012 in 1986-87², representing a 78% increase. During this period, the number of cases for 16 year olds more than doubled and for 17 year olds more than tripled. In contrast, the number of cases for 12 to 15 year olds rose by 17% (Figure 1).

Les comptes des causes selon l'ETJ sont fournis à titre indicatif et ne doivent pas être considérés comme des mesures absolues du volume de travail. Ces données peuvent renfermer des erreurs, car le champ d'observation de l'enquête a pu varier au fil des ans, mais elles présentent effectivement des tendances stables.

Aperçu du volume de travail – 1984-1985 à 1986-1987

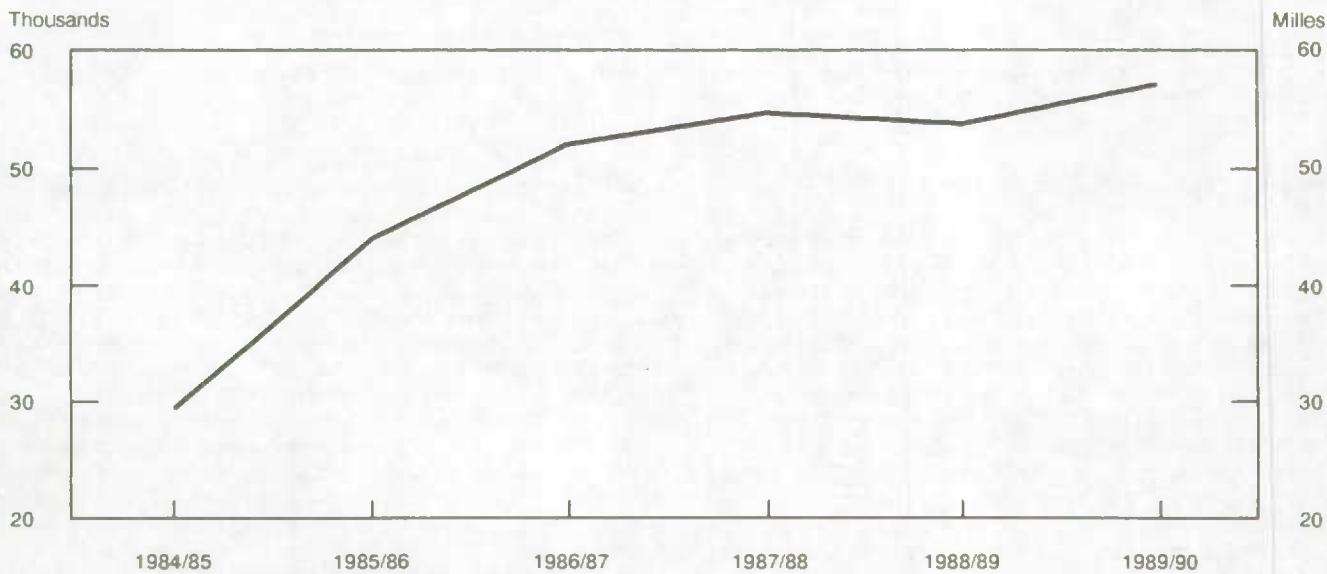
Durant les premières années qui ont suivi l'entrée en vigueur de la LJC, le nombre de causes portées devant les tribunaux de la jeunesse a augmenté rapidement, mais il s'est stabilisé. (tableau 1). Suite à l'entrée en vigueur de l'uniformisation de l'âge maximal, le nombre de cause est passé de 29 242 causes en 1984-1985 à 52 012 causes en 1986-1987², ce qui représente une hausse de 78 %. Durant ces années, le nombre de causes impliquant des jeunes de 16 ans ont plus que doublé et celles impliquant des jeunes de 17 ans ont plus que triplé. Par ailleurs, le nombre de causes impliquant des jeunes de 12 à 15 ans ne s'est accru que de 17 % (figure 1).

² Data for 1986-87 rather than 1985-86 fully reflect the court workload processed under the higher maximum age limit. See the Survey Methodology and Coverage Section for further details.

² Les données de 1986-1987, plutôt que celles de 1985-1986, reflètent mieux le volume de travail sous l'uniformisation de l'âge maximal. Pour obtenir de plus amples détails, voir la section sur la méthodologie et la couverture de l'enquête.

Figure 1

Cases Heard in Youth Courts, 1984-85 to 1989-90



Note: Excludes Ontario and Northwest Territories.
Reference: Table 1

Note: Exclut l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.
Référence: Tableau 1

As expected, during the first three years under the YOA, the jurisdictions that raised their maximum age limit for an appearance in youth court from 15 to 17 years of age experienced the most rapid growth in workload (Table 1). Saskatchewan had the largest increase in workload, followed by Nova Scotia, Prince Edward Island, New Brunswick and Alberta. More moderate increases occurred in the Yukon, British Columbia and Newfoundland. The maximum age limit had increased from 16 to 17 years of age in British Columbia and Newfoundland, whereas the maximum age limit in the Yukon rose from 15 to 17 years of age. The lowest increases in workload occurred in Manitoba and Quebec. The maximum age limit for both provinces remained unchanged at 17 years of age during this period³ (Figure 2).

Although the Ontario workload data are not directly comparable with those of other jurisdictions, a similar pattern of rapid growth during the first three years is evident. During this time, Ontario's workload increased from 15,692 young persons in 1984-85 to 43,431 in 1986-87 (Text Table A). However, during these early years, the workload may be underestimated due to changes in reporting during the implementation of a new automated information system. The maximum age limit in Ontario also rose from 15 to 17 years of age.

Text Table A

Youth Court Workload in Ontario, 1984-85 to 1989-90

Persons ¹ - Personnes ¹	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90
	15,692	36,356	43,431	41,828	46,135	52,365

¹ A person who appeared before the court in more than one case completed during the same fiscal year is counted more than once. Source: Ontario Ministry of the Attorney General.

¹ Une personne qui a comparu devant un tribunal dans plus d'une cause terminée durant la même année financière est comptée plus d'une fois. Source : Ministère du Procureur général de l'Ontario.

Youths Eligible to Appear in Court

As a result of the revised age limits, more youths became eligible to appear in youth court. Prior to the increase in the maximum age limit, these youths would have appeared in adult court. From 1984-85 to 1986-87, the general population of youths eligible to appear in youth court (hereafter referred to as "youths") rose from 1.26 million to 1.43 million, a 14% increase (Table 1). The general population of "youths" rose by 44% to 49% in jurisdictions that raised their maximum age limit from 15 to 17; in those jurisdictions that raised their maximum age limit from 16 to 17 the eligible population rose by 15% to 18%; in the others that did not change their age limit, the eligible population rose or declined only slightly.

³ Some variation in the workload for all jurisdictions may be attributed to more complete survey coverage. See the Survey Methodology and Coverage section for further details.

Comme on pouvait s'y attendre, durant les trois premières années ayant suivi l'entrée en vigueur de la LJC, les secteurs de compétence qui ont porté de 15 à 17 ans l'âge maximal auquel un adolescent peut comparaître dans un tribunal de la jeunesse ont enregistré les plus fortes augmentations du volume de travail (tableau 1). La Saskatchewan vient au premier rang à ce chapitre, suivie de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick et de l'Alberta. Des hausses plus modérées ont été observées au Yukon, en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve. L'âge maximal est passé de 16 à 17 ans en Colombie-Britannique et à Terre-Neuve, tandis qu'il est passé de 15 à 17 ans au Yukon. Les plus faibles augmentations ont été notées au Manitoba et au Québec. L'âge maximal dans ces deux provinces est demeuré le même, soit 17 ans, durant cette période³ (figure 2).

Bien que les données sur le volume de travail en Ontario ne soient pas directement comparables à celles des autres secteurs de compétence, on a relevé une tendance semblable de la croissance durant les trois premières années. Au cours de cette période, le volume de travail de l'Ontario est passé de 15 692 adolescents en 1984-1985 à 43 431 en 1986-1987 (tableau explicatif A). Cependant, durant les premières années, le volume de travail peut être sous-estimé, à cause des changements dans la déclaration des comptes durant l'implantation d'un nouveau système d'information informatisé. L'âge maximal en Ontario est également passé de 15 à 17 ans.

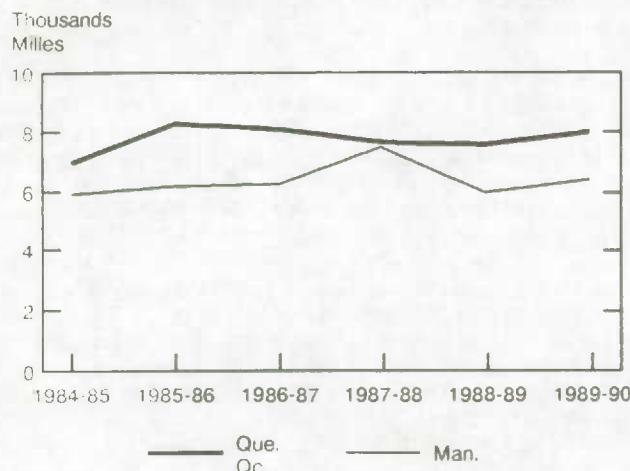
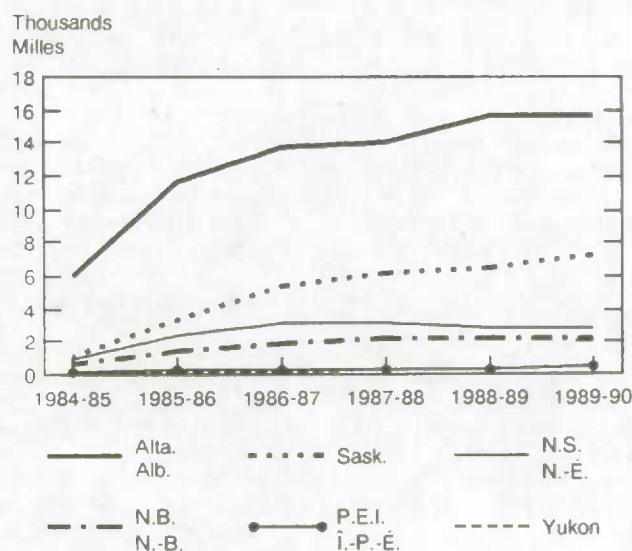
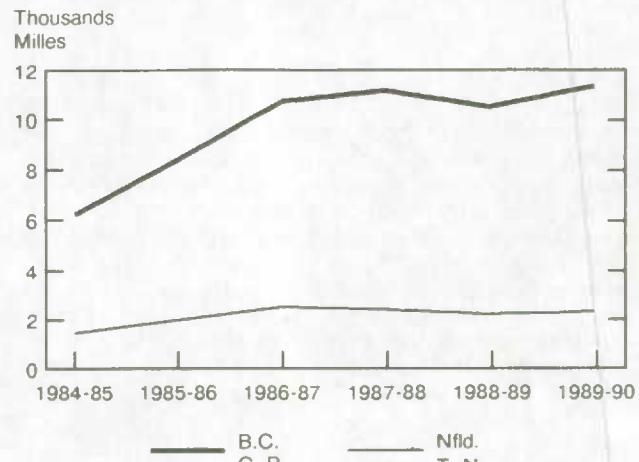
Tableau explicatif A

Volume de travail dans les tribunaux de la jeunesse de l'Ontario, 1984-1985 à 1989-1990

Adolescents pouvant comparaître devant un tribunal

Par suite de la révision des limites d'âge, un plus grand nombre d'adolescents pouvaient comparaître devant un tribunal de la jeunesse. Auparavant, ces adolescents auraient comparu devant un tribunal pour adultes. De 1984-1985 à 1986-1987, la population générale d'adolescents admissibles à comparaître devant un tribunal de la jeunesse (référée plus tard dans le texte comme "adolescents") est passée de 1.26 million à 1.43 million, soit une hausse de 14% (tableau 1). La population générale "d'adolescents" a augmenté entre 44% et 49% dans les secteurs de compétence où l'âge maximal est passé de 15 à 17 ans; dans les secteurs où l'âge maximal est passé de 16 à 17 ans, la population admissible a augmenté entre 15% et 18%; dans les autres secteurs où l'âge maximal n'a pas changé, la population admissible n'a augmenté ou diminué que légèrement.

³ Certaines variations du volume de travail dans tous les secteurs de compétence peuvent être attribuables à une couverture plus complète. Pour obtenir de plus amples détails, voir la section sur la méthodologie et la couverture de l'enquête.

Figure 2**Cases Heard in Youth Courts by Selected Provinces/Territories, 1984-85 to 1989-90****Figure 2****Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon les provinces/territoires choisis, 1984-1985 à 1989-1990**

Note: Excludes Ontario and Northwest Territories.
Reference: Table 1

Note: Exclut l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.
Référence: Tableau 1

All jurisdictions experienced an increase in workload that exceeded the growth in the general population of "youths" from 1984-85 to 1986-87 and, as mentioned earlier, much of this growth was attributed to 16 and 17 year olds.

Dans tous les secteurs de compétence, l'accroissement du volume de travail a dépassé l'augmentation de la population générale "d'adolescents" de 1984-1985 à 1986-1987. Tel qu'indiqué antérieurement, cette hausse du volume de travail dans les tribunaux de la jeunesse est attribuable principalement aux jeunes de 16 à 17 ans.

Workload Overview – 1986-87 to 1989-90

The number of cases rose from 52,012 in 1986-87 to 57,063 in 1989-90, representing a 10% increase (Table 2)⁴. Much of this increase occurred in the YOA offence of failure to comply with a community disposition. Excluding these offences, the caseload rose by 2%.

Case rates may also be used to examine workload trends in recent years (Table 2). The rates reflect the number of cases heard per 1,000 "youths" in the general population for each province/territory, excluding Ontario and the Northwest Territories. From 1986-87 to 1989-90, the total rate rose from 36 cases per 1,000 youths to 41 cases per 1,000 youths⁵. Rates increased more rapidly in the Yukon, Prince Edward Island, Saskatchewan and New Brunswick. Increases in Alberta, British Columbia and Manitoba were more in keeping with the overall level of growth. During this period, rates in Newfoundland and Quebec remained stable.

From 1986-87 to 1989-90, the Ontario rate per 1,000 youths rose from 54 to 68 youths.

The propensity of older adolescents to appear before the courts is clearly displayed in the presentation of rates (Table 2). In 1986-87, cases involving 16 and 17 year olds were heard at a rate of 57 and 63 cases per 1,000 youths respectively compared with a rate of 24 cases per 1,000 youths for 12 to 15 year olds. By 1989-90, the rates for 16 and 17 year olds rose to 61 and 72 cases per 1,000 youths respectively and 27 cases per 1,000 youths for 12 to 15 year olds.

Youths Charged by the Police

The charging practices of police influence the number of youths that appear before the courts. Although several other factors discussed below may influence the process between the youth being charged and the first court appearance, generally the growth in the court workload rates from 1986-87 to 1989-90 are reflected in the police charge rates (Table 3).⁶

Pre-Court Screening

Variation in the numbers and the types of cases that are heard in youth courts may also be explained, in part, by the jurisdictions' pre-court screening practices. The decision to charge a youth and proceed

Aperçu du volume de travail – 1986-1987 à 1989-1990

Le nombre de causes est passé de 52 012 causes en 1986-1987 à 57 063 causes en 1989-1990, ce qui représente une hausse de 10 % (tableau 2)⁴. Cette augmentation est principalement attribuable à l'infraction de la LJC impliquant le défaut de se conformer à une décision au profit de la collectivité. Excluant ces causes, le volume de travail a augmenté de 2 %.

Les taux des causes peuvent également servir à examiner les tendances du volume de travail au cours des dernières années (tableau 2). Les taux traduisent le nombre de causes entendues pour 1 000 "adolescents" de la population générale de chaque province et territoire, excluant l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest. De 1986-1987 à 1989-1990, le taux total est passé de 36 à 41 causes pour 1 000 adolescents⁵. Les taux ont augmenté plus rapidement au Yukon, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick. Les augmentations observées en Alberta, en Colombie-Britannique et au Manitoba correspondaient davantage au niveau global de croissance. Durant cette période, les taux à Terre-Neuve et au Québec sont demeurés stables.

De 1986-1987 à 1989-1990, le taux pour 1 000 adolescents en Ontario est passé de 54 à 68 adolescents.

La propension des adolescents plus âgés à comparaître devant les tribunaux est nettement démontrée en examinant les taux (tableau 2). En 1986-1987, les causes impliquant des jeunes de 16 et 17 ans ont été entendues respectivement à un taux de 57 et de 63 causes par 1 000 adolescents, comparativement à un taux de 24 causes par 1 000 adolescents pour les 12 à 15 ans. Comparativement avec 1989-1990, les taux ont augmenté pour se situer respectivement à 61 et à 72 causes par 1 000 adolescents pour les jeunes de 16 et 17 ans et 27 causes par 1 000 adolescents pour 12 à 15 ans.

Adolescents inculpés par la police

Le nombre d'adolescents qui comparaissent devant les tribunaux dépend des pratiques de mise en accusation par la police. Plusieurs autres facteurs, examinés plus bas, peuvent influencer le processus entre la mise en accusation de l'adolescent et sa première comparution devant un tribunal; cependant, les taux de mise en accusation par la police reflètent en général l'augmentation des taux du volume de travail dans les tribunaux de 1986-1987 à 1989-1990 (tableau 3).⁶

Sélection des causes avant comparution

La variation du nombre et du type de causes entendues dans les tribunaux de la jeunesse peut également s'expliquer en partie par les pratiques de sélection des causes utilisées dans les secteurs de compétence. La décision de porter des

⁴ Caseload is influenced by changes to the YOA. See Survey Methodology and Coverage for more details.

⁵ Excluding the YOA offence of failure to comply with a community disposition, the rate rose from 36 to 37 cases per 1,000 youths.

⁶ See Juristat, Youth Crime in Canada 1986-1988, Vol. 10, No. 12.

⁴ Le volume de causes est influencé par des changements à la LJC. Pour obtenir de plus amples détails, voir la section sur la méthodologie et la couverture de l'enquête.

⁵ En excluant l'infraction de la LJC impliquant le défaut de se conformer à une décision au profit de la collectivité, le taux est passé de 36 à 37 causes par 1 000 adolescents.

⁶ Voir le bulletin Juristat. Le crime chez les jeunes au Canada 1986-1988, vol. 10, no 12.

to court may be made by the police alone or in consultation with the Crown prosecutor or other youth justice administrators. Generally, when youths do not appear in court, they may be asked to participate in an informal program (diversion) or a formal program (alternative measures) and then perform community service work, for example, to make amends for their actions. Diversion programs are typically offered through the police department and no charges are laid.

Alternative measures are described in the YOA, which includes the general criteria for admission and protection of the youth's legal rights. A youth must accept responsibility for the alleged offence and be a willing participant in the program. Some jurisdictions lay charges against a youth before offering an alternative measures program although most jurisdictions do not lay charges prior to admission to the program. In Ontario, an alternative measures program is offered only at the post-charge stage of proceedings while Prince Edward Island, Nova Scotia, Saskatchewan, Alberta and British Columbia may offer alternative measures at the pre-charge or post-charge stage.⁷ In Ontario, all youths charged with an offence appear in youth court and their cases are usually adjourned until the requirements of the alternative measures program are fulfilled. These charges are subsequently dismissed by the youth court when the youth has fulfilled the requirements of the program. In summary, the criteria to determine court appearances and diversions are not uniform across Canada.

In addition, the volume of cases heard in youth courts is influenced by the availability of human and financial resources, the backlog of cases before the courts, the volume of cases that proceed to trial and the volume of cases not proceeding to trial.

Survey Methodology and Coverage

The case counts presented in this **Juristat** come from the Youth Court Survey (YCS) database for the fiscal years 1984-85 to 1989-90. Court personnel report charge information on forms forwarded to the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) for processing. Alternately, this information is collected by the court personnel, stored on tape in the jurisdiction, and then forwarded to the CCJS. Currently, the YCS database excludes Ontario, however, partial information for the 1990-91 fiscal year will be reported to the CCJS. Data from the Northwest Territories were not available from 1986-87 to 1988-89, although the Northwest Territories resumed participation in the YCS in 1989-90.

⁷ See **Juristat, National Summary of Alternative Measures Services for Young Persons**, Vol. 10, No. 2.

accusations contre un adolescent et de le traduire en justice peut être prise par la police seule ou en consultation avec le procureur de la Couronne ou un autre administrateur de la justice pour les jeunes. Lorsque l'adolescent ne comparait pas devant un tribunal, il peut être généralement appelé à participer à un programme officieux (programme de déjudiciarisation) ou à un programme officiel (programme de mesures de rechange), puis à exécuter par exemple des travaux communautaires pour faire amende honorable. Les programmes de déjudiciarisation sont généralement offerts par l'intermédiaire des services de police, et aucune accusation n'est portée contre l'adolescent.

Les mesures de rechange sont décrites dans la LJC, qui précise les critères généraux d'admission au programme et de protection des droits des adolescents. Un adolescent doit se reconnaître responsable de l'infraction qui lui est imputée et consentir à participer au programme. Dans certains secteurs de compétence, des accusations sont portées contre un adolescent avant qu'un programme de mesures de rechange ne lui soit offert, alors que dans la plupart des secteurs, aucune accusation n'est portée avant que l'adolescent ne soit admis au programme. En Ontario, un programme de mesures de rechange n'est offert qu'après la mise en accusation, tandis qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique, les mesures de rechange sont offertes avant ou après la mise en accusation.⁷ En Ontario, tous les adolescents inculpés d'une infraction comparaissent devant un tribunal de la jeunesse et leurs causes sont habituellement ajournées jusqu'à ce que les exigences relatives au programme de mesures de rechange soient remplies. Ces accusations sont ensuite rejetées par le tribunal de la jeunesse si l'adolescent a rempli les exigences du programme. Bref, les critères de sélection des causes entendues devant un tribunal et la déjudiciarisation ne sont pas uniformes dans l'ensemble du Canada.

De plus, le volume des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse est influencé par la disponibilité des ressources humaines et financières, le nombre de causes en attente, le volume des causes faisant l'objet d'un procès, et le volume des causes ne faisant pas l'objet d'un procès.

Méthodologie et couverture de l'enquête

Les comptes des causes présentés dans le présent bulletin sont tirés de la base de données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) pour les années financières 1984-1985 à 1989-1990. Le personnel des tribunaux inscrit les renseignements relatifs aux accusations sur des formulaires envoyés pour traitement au Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ). Sinon, les renseignements sont recueillis par le personnel du tribunal, stockés sur bande dans le secteur de compétence et ensuite envoyés au CCSJ. À l'heure actuelle, la base de données de l'ETJ exclut celles de l'Ontario, mais des renseignements partiels pour 1990-1991 seront déclarés au CCSJ. Les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas fourni de données pour les années 1986-1987 à 1988-1989, mais ils ont recommencé à participer à l'ETJ en 1989-1990.

⁷ Voir le bulletin **Juristat, Résumé national des services de mesures de rechange offerts aux jeunes**, vol. 10, no 2.

The Youth Court Survey has procedures to monitor the receipt of court data, however, some courts may not have forwarded all information. As a result, the program may not have full coverage for courts participating in the survey. Variations in caseload over time may, in part, be attributed to a fluctuation in reporting.

The numbers and types of offences included in the survey may change over time with changes to the *Criminal Code*, the *Young Offenders Act* or other federal statutes. In 1986, a legislative amendment to the YOA made failure to comply with a community disposition a punishable offence. Prior to this, the court dealt with these problems through the review process or as an offence under the *Criminal Code*. Thus cases for a failure to comply with a community disposition⁸ increased rapidly from 1986-87 to 1989-90.

The full effect of the increased age limit is not reflected in the 1985-86 caseload alone. During 1985-86, the courts disposed of cases commenced in 1984-85 in addition to those initiated that year. Some cases beginning in 1985-86 were carried over to 1986-87. As a result, the first year under the increased maximum age provision must be viewed as a year of transition. The following year is more likely to reflect the court workload processed under the higher maximum age limit.

For further information, contact Information and Client Services (613) 951-9023, Canadian Centre for Justice Statistics, 19th Floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

⁸ This offence added about 1,400 cases in 1986-87, 4,700 cases in both 1987-88 and 1988-89, and 5,500 cases in 1989-90. Community dispositions include fines, probation orders, community service orders and other dispositions served in the community.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984.



Dans le cadre de l'ETJ, on utilise des procédures pour surveiller la réception des données sur les tribunaux; toutefois, il se peut que certains tribunaux n'aient pas envoyé l'ensemble de leurs renseignements. Pour cette raison, une couverture complète des tribunaux participant à l'enquête peut ne pas avoir été atteinte. Les variations du nombre de causes dans le temps peuvent être attribuables en partie à une fluctuation des déclarations.

Les nombres et les types d'infractions pris en compte dans l'enquête peuvent varier au fil des ans en fonction des modifications apportées au *Code criminel*, à la *Loi sur les jeunes contrevenants* et à d'autres lois fédérales. Selon un amendement apporté à la LJC en 1986, le défaut de se conformer à une décision au profit de la collectivité est un acte punissable. Avant cette date, le tribunal avait alors recours au processus d'examen ou considérait qu'il s'agissait d'une infraction au *Code criminel*. Par conséquent, le nombre de causes relatives au défaut de se conformer à une décision au profit de la collectivité⁸ a augmenté rapidement de 1986-1987 à 1989-1990.

Le nombre de causes enregistrées en 1985-1986 ne traduit pas à lui seul l'effet global de l'augmentation de la limite d'âge. En 1985-1986, les tribunaux ont jugé des causes introduites durant l'année en plus d'autres ayant débuté en 1984-1985. Certaines causes commencées en 1985-1986 ont été reportées en 1986-1987. Par conséquent, la première année qui a suivi l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'âge maximal accru doit être considérée comme une année de transition. L'année suivante est plus susceptible de refléter le nombre de causes traitées conformément à ces dispositions.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle, du Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, Immeuble R.-H.-Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, (613) 951-9023.

⁸ Cette infraction a ajouté environ 1 400 causes en 1986-1987, 4 700 causes et en 1987-1988 et en 1988-1989 et 5 500 causes en 1989-1990. Les décisions au profit de la collectivité sont les amendes, les ordonnances de probation, les ordonnances de travaux communautaires et autres décisions purgées dans la communauté.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Table 1

Cases Heard in Youth Courts¹ and the Youth Population² by Selected Provinces/Territories, 1984-85 to 1989-90

Tableau 1

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse¹, les estimations de la population des jeunes² et les taux pour 1,000 jeunes, selon les provinces/territoires choisis 1984-1985 à 1989-1990

Province/Territory Province/Territoire		Year Année					
		1984-85 ³	1985-86	1986-87	1987-88	1988-89	1989-90
Newfoundland/ Terre-Neuve	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	1,424	1,952	2,405	2,292	2,136	2,253
		60,800	71,600	69,800	67,900	66,200	64,600
Prince Edward Island/ Île-du-Prince-Édouard	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	106	304	308	358	371	518
		8,700	12,900	12,700	12,500	12,200	12,100
Nova Scotia/ Nouvelle-Écosse	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	1,003	2,407	3,110	3,084	2,806	2,868
		57,200	85,100	83,500	82,500	81,100	78,800
New Brunswick/ Nouveau-Brunswick	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	660	1,375	1,846	2,144	2,185	2,245
		49,300	73,200	72,000	71,400	70,500	69,100
Québec	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	6,896	8,259	8,047	7,621	7,500	7,994
		564,800	548,100	538,200	537,300	534,900	537,100
Manitoba	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	5,843	6,137	6,222	7,451	5,936	6,351
		99,400	99,300	99,000	98,400	97,200	94,600
Saskatchewan	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	1,033	3,328	5,306	6,199	6,465	7,339
		64,000	95,200	94,200	93,200	92,200	90,900
Alberta	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	6,004	11,621	13,786	14,035	15,590	15,700
		143,100	213,100	213,100	211,100	210,200	209,200
British Columbia/ Colombie-Britannique	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	6,151	8,348	10,765	11,109	10,473	11,360
		208,600	247,800	245,300	241,900	239,000	237,500
Yukon	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	122	230	217	295	357	435
		1,600	2,300	2,300	2,300	2,200	2,200
Total ¹	cases/causes youth population/ estimations pour les jeunes	29,242	43,961	52,012	54,588	53,819	57,063
		1,257,500	1,448,600	1,430,100	1,418,500	1,405,700	1,396,100

¹ Excludes Ontario and the Northwest Territories.

¹ Exclut l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.

² Youths are those eligible to appear in youth courts. Age limits varied among provinces before April 1, 1985 when they were standardized to include ages 12 to 17.

² Les jeunes sont ceux qui sont admissibles à comparaître devant les tribunaux de la jeunesse. Les critères d'âge variaient d'un secteur de compétence à l'autre avant le 1 avril 1985 quand ils étaient fixés pour inclure ceux âgés de 12 à 17 ans.

³ The 1984-85 youth population counts refer to youths in the general population aged 12 to 15 in Prince Edward Island, Nova Scotia, New Brunswick, Saskatchewan, Alberta and the Yukon. In Newfoundland and British Columbia, the 1984-85 youth population counts refer to those aged 12 to 16. In Quebec and Manitoba, the youth population counts refer to those aged 12 to 17.

³ Les estimations pour les jeunes en 1984-1985 désignent les jeunes dans la population générale âgés de 12 à 15 ans à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Saskatchewan, en Alberta et au Yukon. En Colombie-Britannique et à Terre-Neuve, les estimations pour les jeunes en 1984-1985 désignent les jeunes dans la population générale âgés de 12 à 16 ans. Au Québec et au Manitoba, les estimations pour les jeunes en 1984-1985 désignent les jeunes dans la population générale âgés de 12 à 17 ans.

Population Source: Statistics Canada, Census and Household Statistics Branch, Demography Division (Final intercensal estimates for 1984, 1985 and 1986, and final postcensal estimates for 1987, updated postcensal estimates for 1988 and preliminary postcensal estimates for 1989).

Source d'estimation: Statistique Canada, Direction de la statistique des ménages et du recensement, Division de la démographie (Estimations intercensitaires définitives en 1984, 1985 et 1986, estimations postcensitaires finales pour 1987, estimations postcensitaires révisées pour 1988 et estimations préliminaires pour 1989).

Table 2

Number¹ and Rate² of Cases Heard in Youth Courts by Age of the Accused³, Selected Provinces/Territories, 1986-87 to 1989-90

Tableau 2

Nombre¹ et taux² des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon l'âge de l'accusé³, les provinces/territoires choisis, 1986-1987 à 1989-1990

Province/Territory Province/Territoire		Total Cases			12 to 15 years		
		Total des causes			12 à 15 ans		
		No.	Youth Population ('000)	Rate per 1,000 Youths	No.	Youth Population ('000)	Rate per 1,000 Youths
		Nbre.	Estimations pour les jeunes ('000)	Taux par 1 000 jeunes	Nbre.	Estimations pour les jeunes ('000)	Taux par 1 000 jeunes
Newfoundland/ Terre-Neuve	1986-87	2,405	69.8	34	1,211	46.3	26
	1987-88	2,292	67.9	34	1,087	44.6	24
	1988-89	2,136	66.2	32	1,039	43.3	24
	1989-90	2,253	64.6	35	1,106	42.4	26
Prince Edward Island/ Île-du-Prince-Édouard	1986-87	308	12.7	24	148	8.3	18
	1987-88	358	12.5	29	132	8.1	16
	1988-89	371	12.2	30	144	7.9	18
	1989-90	518	12.1	43	192	8.0	24
Nova Scotia/ Nouvelle-Écosse	1986-87	3,110	83.5	37	1,212	55.4	22
	1987-88	3,084	82.5	37	1,105	53.5	21
	1988-89	2,806	81.1	35	1,058	52.4	20
	1989-90	2,868	78.8	36	1,108	51.3	22
New Brunswick/ Nouveau-Brunswick	1986-87	1,846	72.0	26	757	48.1	16
	1987-88	2,144	71.4	30	942	46.9	20
	1988-89	2,185	70.5	31	942	46.1	20
	1989-90	2,245	69.1	32	986	45.4	22
Québec	1986-87	8,047	538.2	15	2,651	350.8	8
	1987-88	7,621	537.3	14	2,397	349.8	7
	1988-89	7,500	534.9	14	2,399	354.5	7
	1989-90	7,994	537.1	15	2,911	363.8	8
Manitoba	1986-87	6,222	99.0	63	2,919	65.6	44
	1987-88	7,451	98.4	76	3,250	64.2	51
	1988-89	5,936	97.2	61	2,624	63.7	41
	1989-90	6,351	94.6	67	2,828	62.6	45
Saskatchewan	1986-87	5,306	94.2	56	2,230	62.5	36
	1987-88	6,199	93.2	67	2,424	61.4	39
	1988-89	6,465	92.2	70	2,628	61.1	43
	1989-90	7,339	90.9	81	3,365	61.1	55
Alberta	1986-87	13,786	213.1	65	6,001	140.5	43
	1987-88	14,035	211.1	66	5,814	136.8	43
	1988-89	15,590	210.2	74	6,557	137.2	48
	1989-90	15,700	209.2	75	7,008	138.3	51
British Columbia/ Colombie-Britannique	1986-87	10,765	245.3	44	4,626	159.3	29
	1987-88	11,109	241.9	46	4,571	154.9	30
	1988-89	10,473	239.0	44	4,566	155.1	29
	1989-90	11,360	237.5	48	5,134	156.8	33
Yukon	1986-87	217	2.3	94	113	1.5	75
	1987-88	295	2.3	128	148	1.5	99
	1988-89	357	2.2	162	199	1.4	142
	1989-90	435	2.2	198	222	1.4	159
Total	1986-87	52,012	1430.1	36	21,868	938.3	23
	1987-88	54,588	1418.5	38	21,870	921.7	24
	1988-89	53,819	1405.7	38	22,156	922.7	24
	1989-90	57,063	1396.1	41	24,860	931.2	27

See footnote(s) at end of the table.
Voir note(s) à la fin du tableau.

Table 2

Number¹ and Rate² of Cases Heard in Youth Courts by Age of the Accused³, Selected Provinces/Territories, 1986-87 to 1989-90 – Concluded

Tableau 2

Nombre¹ et taux² des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon l'âge de l'accusé³, les provinces/territoires choisis, 1986-1987 à 1989-1990 – fin

Province/Territory Province/Territoire		16 years			17 years			Other ⁴ Autres ⁴	
		16 ans		No. Population ('000)	Rate per 1,000 Youths	17 ans			
		Nbre.	Estimations pour les jeunes ('000)			Nbre.	Estimations pour les jeunes ('000)		
Newfoundland/ Terre-Neuve	1986-87	649	11.7	55	522	11.8	44	23	
	1987-88	572	11.9	48	580	11.4	51	53	
	1988-89	501	11.4	44	547	11.5	48	49	
	1989-90	544	11.0	49	576	11.2	51	27	
Prince Edward Island/ Île-du-Prince-Édouard	1986-87	70	2.2	32	90	2.2	41	-	
	1987-88	110	2.2	50	116	2.2	53	-	
	1988-89	108	2.1	51	117	2.2	53	2	
	1989-90	161	2.0	81	165	2.1	79	-	
Nova Scotia/ Nouvelle-Écosse	1986-87	914	14.2	64	948	13.9	68	36	
	1987-88	922	14.8	62	1,013	14.2	71	44	
	1988-89	767	14.0	55	942	14.7	64	39	
	1989-90	730	13.5	54	999	14.0	71	31	
New Brunswick/ Nouveau-Brunswick	1986-87	497	12.1	41	580	11.8	49	12	
	1987-88	606	12.5	48	576	12.0	48	20	
	1988-89	584	12.1	48	640	12.3	52	19	
	1989-90	540	11.7	46	700	12.0	58	19	
Québec	1986-87	2,322	92.9	25	2,996	94.5	32	78	
	1987-88	2,169	93.0	23	2,928	94.5	31	127	
	1988-89	2,079	87.3	24	2,895	93.1	31	127	
	1989-90	2,065	85.8	24	2,874	87.5	33	144	
Manitoba	1986-87	1,508	16.9	89	1,696	16.5	103	99	
	1987-88	1,786	17.3	103	2,038	16.9	121	377	
	1988-89	1,479	16.2	91	1,628	17.3	94	205	
	1989-90	1,367	15.9	86	1,720	16.1	107	436	
Saskatchewan	1986-87	1,467	15.8	93	1,525	15.9	96	84	
	1987-88	1,693	16.1	105	1,977	15.7	126	105	
	1988-89	1,642	15.2	108	2,055	15.9	129	140	
	1989-90	1,756	14.9	118	2,094	14.9	141	124	
Alberta	1986-87	2,567	36.8	70	4,039	35.8	113	179	
	1987-88	3,826	37.4	102	4,104	36.9	111	291	
	1988-89	4,135	35.1	118	4,547	37.9	120	351	
	1989-90	3,897	35.1	111	4,429	35.8	124	366	
British Columbia/ Colombie-Britannique	1986-87	2,975	43.6	68	3,078	42.4	73	86	
	1987-88	3,016	43.4	69	3,261	43.6	75	261	
	1988-89	2,669	40.2	66	3,068	43.7	70	170	
	1989-90	2,944	40.0	74	3,105	40.8	76	177	
Yukon	1986-87	58	0.4	145	45	0.4	113	1	
	1987-88	64	0.4	160	77	0.4	193	6	
	1988-89	83	0.4	208	72	0.4	180	3	
	1989-90	96	0.4	240	108	0.4	270	9	
Total	1986-87	14,027	246.6	57	15,519	245.2	63	588	
	1987-88	14,764	249.0	59	16,670	247.8	67	1,284	
	1988-89	14,047	234.0	60	16,511	249.0	66	1,105	
	1989-90	14,100	230.3	61	16,770	234.6	71	1,333	

¹ Excludes Ontario and Northwest Territories.² Exclut l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.³ Reflects the number of cases heard per 1,000 youths in the general population eligible to appear in youth courts.² Traduisent le nombre de causes entendues pour 1 000 adolescents de la population générale admissibles à comparaître devant un tribunal de la jeunesse.³ Youths are those eligible to appear in youth courts. Age limits varied among provinces before April 1, 1985 when they were standardized to include ages 12 to 17.³ Les jeunes sont ceux qui sont admissibles à comparaître devant les tribunaux de la jeunesse. Les critères d'âge variaient d'un secteur de compétence à l'autre avant le 1 avril 1985 quand ils étaient fixés pour inclure ceux âgés de 12 à 17 ans.⁴ Refers to all other cases, including those for whom age is unknown.⁴ Désigne toute autre cause, y compris celle dont l'âge est inconnu.⁻ Nil or zero.⁻ Néant ou zéro.

Population Source: See Table 1

Source d'estimation: Voir Tableau 1



1010069377

Table 3

Number of Young Persons Charged Under the Criminal Code and Other Federal Statute Offences per 1,000 Youths, Provinces and Canada, 1986-1989¹

Nombre de jeunes personnes accusés d'infractions au Code criminel et aux autres lois fédérales pour 1,000 jeunes selon les provinces et le Canada, 1986-1989¹

Province	1986		1987		1988		1989	
	Rate	Number	Rate	Number	Rate	Number	Rate	Number
	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre
Canada ²	51	113,027	50	111,731	52	114,035	55	120,166
Newfoundland/ Terre-Neuve	33	2,278	32	2,185	33	2,204	43	2,783
Prince Edward Island/ Île-du-Prince-Édouard	28	353	35	432	38	460	43	519
Nova Scotia/ Nouvelle-Écosse	45	3,752	44	3,651	45	3,627	46	3,588
New Brunswick/ Nouveau-Brunswick	35	2,544	38	2,722	42	2,947	41	2,830
Québec	40	21,580	38	20,584	40	21,299	34	18,417
Ontario	47	37,222	50	39,378	50	39,184	55	42,644
Manitoba	89	8,767	62	6,116	73	7,079	76	7,214
Saskatchewan	78	7,357	90	8,397	77	7,116	89	8,062
Alberta	51	10,919	53	11,095	65	13,583	84	17,543
British Columbia/ Colombie-Britannique	68	16,752	65	15,797	64	15,199	64	15,280

¹ Data are from the Uniform Crime Reporting (UCR) survey and exclude traffic offences and offences under Provincial Statutes, Municipal By-laws and the Y.O.A.

² Les données proviennent du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), et excluent les infractions au code de la route, les infractions aux lois provinciales, les règlements municipaux et la LJC.

² Includes the Northwest Territories and the Yukon.

² Inclut les Territoires du Nord-Ouest et le Yukon.

Source: Policing Services Program, CCJS - See **Juristat**, Youth Crime in Canada 1986-1988, Vol. 10 No. 12

Source: Services des policiers, CCJS - Voir le bulletin, **Juristat**, Le crime chez les jeunes au Canada 1986-1988, vol. 10 No. 12.